

pm

MAGAZINE

PM Magazine - N° 6

Janvier 1995

Bulletin de l'Association Française pour l'Etude du Papier-monnaie.



PANAMA (voir page 4)

série 3659
n.º 794

13^{ème} JOURNÉE du
PAPIER-MONNAIE

Samedi 4 Février 1995
de 9h à 17h au

NOVOTEL
BAGNOLET
 Porte de Bagnolet
 (Métro GALLIÉNI)



à PARIS
 organisée par l'**A.F.E.P.**
 (ASSOCIATION FRANÇAISE
 POUR L'ÉTUDE DU PAPIER-MONNAIE)

Renseignements
et réservation des tables :
A.F.E.P.,
15, rue du Château-d'Eau
75010 PARIS

n.º 794
série 3659

LIBERTÉ ÉGALITÉ

LA LOI PUNIT DE MORT LE CONTREFACTEUR. LA NATION RÉCOMPENSE LE DÉNONCIATEUR.

**NOUS SOUHAITONS
QUALITÉ D'ABORD**

- La qualité des collectionneurs
- La qualité des professionnels
- La qualité des billets

**WE WANT
QUALITY FIRST**

- Collectors
- Professionals
- Items

HISTOIRE DU PAPIER-MONNAIE FRANÇAIS

dirigée par MM. Maurice MUSZYNSKI et Maurice KOLSKY

Volumes parus :

- LES BILLETS DE LA BANQUE DE FRANCE - LES EMISSIONS DU TRESOR par Maurice MUSZYNSKI
4ème édition. 1988
- LES ASSIGNATS DE LA REVOLUTION FRANCAISE par Maurice MUSZYNSKI - 1981
- LES BILLETS DE LA BANQUE D'INDOCHINE par Maurice KOLSKY et Maurice MUSZYNSKI - 1986 (épuisé)
- LES BILLETS DE D.O.M.-T.O.M. par Maurice KOLSKY - 1987
- LES BILLETS DES CHAMBRES DE COMMERCE par Jean PIROT - 1989

A paraître :

- LES BILLETS DE LA BANQUE D'INDOCHINE
(2ème édition, revue et complétée parution 1995)
- LES BILLETS DE L'AFRIQUE NOIRE ET MADAGASCAR par MM. LECLERC & KOLSKY
- LES BILLETS DU MAGHREB ET DU LEVANT par MM. MUSZYNSKI & KOLSKY
(Maroc, Algérie, Tunisie, Liban et Syrie)
- LES BILLETS DE LA GUERRE DE 1870 par M. JEREMIE
- LES BILLETS DE CONFIANCE DE LA REVOLUTION par M. KOLSKY

*Les membres du Bureau
et le Président de l'AFEP
souhaitent à tous leurs amis une foule
de bonnes choses pour l'année 1995.*

SOMMAIRE

Panama : 1 Balboa	1 ^{er} de couv.
Billets de Banque : PANAMA	4 à 5
Corse (suite)	5
La Monnaie Provinciale 1914 à 1916	7 à 10
Restauration - Docteurisation - Éthique et détection	11 à 13
Billets non émis	13
La Pochette de Gênes	14 à 15
L'Échange des Billets Français du 4 au 15 Juin 48	16 à 22
Dans la Presse Étrangère	23
500 Roubles "ROMANOV" (monnaie du Tzar)	4 ^{ème} de couv.

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'ETUDE DU PAPIER MONNAIE

Association régie par la loi de 1901, aux statuts déposés à la Préfecture de Police de Paris, le 23 novembre 1979 (J.O. n° 289 du 13 décembre 1979).

MOYENS D'ACTION :

Journée annuelle, en février, du Papier-Monnaie à Paris.

La 13^{ème} journée aura lieu le samedi 4 février 1995 (voir informations dans ce bulletin).

Bulletin périodique **'LE BILLET DE BANQUE'** réservé aux adhérents. Ce numéro spécial est le n° 6 de **'PM MAGAZINE'**

Publications : collection **« L'HISTOIRE DU PAPIER-MONNAIE FRANCAIS »** (sept titres publiés).

SERVICES AUX ADHERENTS :

Circulations (trois ou quatre listes par an).

Fournitures diverses à prix préférentiels

Publications

Séries « Fleurs de Coins » (à titre exceptionnel).

L'AFEP est à la disposition des adhérents chercheurs qui souhaitent entreprendre une étude spécialisée. Ecrire au Président au siège social.

COURRIER:

Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'une enveloppe timbrée.

Crédit photo : D. DENIS, J. PIROT, M. MUSZYNSKI, M.M. M.PRIEUR et J.P. VANNIER, M. KOLSKY.

Dans le numéro 5 du PM Magazine, les photos illustrant l'article sur le billet d'Aix-la-Chapelle, ainsi que la photo couleur de première couverture proviennent de la collection Jacques LAURENT.

AFEP : Siège social :

15, rue du Château d'Eau 75010 PARIS.

pm

Propriété de l'AFEP

MAGAZINE

Numéro spécial du **"Billet de Banque"**
(Bulletin de l'AFEP)

Directeur de la publication :

Maurice KOLSKY, Président de l'AFEP

Rédacteur en Chef:

Maurice MUSZYNSKI

Comité de Rédaction :

Michel BECUWE

Michel DASPRE

Yves JEREMIE

Roger LECLERC

Maurice KOLSKY

Maurice MUSZYNSKI

Traitement informatique :

Impression :

Serge LE GALL

AFEP :

Association Française pour l'Etude du Papier-Monnaie
15, rue du Château d'Eau
75010 PARIS

Adresse rédaction :

M. MUSZYNSKI

22, rue de Nohant

132, Résidence Lavoisier

63100 CLERMONT FERRAND

Toute reproduction ou traduction, mêmes partielles, sont interdites, sauf autorisation.

BILLETS DE BANQUE "PANAMA"

par Daniel DENIS

FICHE TECHNIQUE :

Institut émetteur : El Banco Central de Emisión de la República de Panamá

Dénomination : 1 Balboa

Année d'émission : 1941

Particularité : Fait parti de la seule série de billets émis au XX^{ème} siècle (1-5-10-20 Balboas 1941). Tous ces billets sont rares.

Format : 158 x 67 mm

Filigrane : Non

Fil de sécurité : Non

Imprimeur : Hamilton Bank Note, New-York (États-Unis)

Couleurs principales : R/ cadre noir sur fond bleu-vert, orangé.
V/ vert. (type US \$)

Valeur de Collection : Billet rare, cote 1100 US \$ en coursable et 600 \$ en spécimen en UNC (cotation Pick 7^{ème} édition)

DESCRIPTION DU BILLET :

Recto : Portrait au centre de profil dans un ovale de Vasco Nuñez de Balboa.

Verso : Armoiries nationales au centre dans un médaillon.



HISTORIQUE :

1501 : Panama est découvert par Rodrigo de Bastidas puis la région est explorée et colonisée par les Espagnols dès 1510. C'est Vasco Nuñez de Balboa qui le premier traverse l'isthme de Panama et atteint l'océan Pacifique au golfe de San Miguel en 1513. Conquistador espagnol, Balboa était né à Jérez en 1475 (Andalousie). Il mourut à Acla, Panama en 1517. La région est alors confiée à Pedraria Davila (1514-1530) qui fonde Panama en 1519 et organise l'exploration de la côte pacifique de l'Amérique centrale.

En 1819, Simon Bolívar réunit la Colombie, le Venezuela, le Panama et l'Équateur et fonde la République de la Grande Colombie. En 1821, Panama déclare son indépendance mais reste lié à Bogota.

En 1829, le Venezuela se retire de la Fédération suivie en 1830 de l'Équateur et en 1903 du Panama qui déclare son indépendance totale le 3 novembre à l'égard de Bogota avec qui les relations étaient devenues très tendues.

En 1881, Ferdinand de Lesseps fondateur de la Compagnie Universelle du Canal interocéanique entreprend les travaux avec des souscriptions privées et avec l'accord de la Colombie, mais faute de capitaux suffisants, les travaux durent être suspendus. En 1902, les Américains rachètent les droits aux Français pour 40 000 000 \$ et décident de reprendre les travaux. En 1903, suite à l'indépendance du pays, les américains obtiennent une indemnisation et la concession de la zone du canal de Panama. Enfin, le 3 août 1914 c'est l'ouverture officielle du canal.

Durant ces périodes d'instabilité politique, il existait au Panama plusieurs banques privées qui émettaient leurs propres billets. Bien évidemment tous ces billets sont rares et pour certains introuvables de nos jours. Voici le détail des banques émettrices pour Panama :

Central American Steam Navigation Co. (Émis à Chagres) : \$ 1/2-1-2-3 (1851) Pick S887-890

Exchange Bank of Colon : \$ 1-2-3-5 (1870) P. S896-899

Banco de Circulación y Descuento de Perez y Planes : 1-2-3-5-10 Pesos (1865) P. S726-730

Banco de Panama : 1 - 5 - 10 - 20 - 50 Pesos (1869/92) P. S721-725

Estado de Panama : 5 - 10 - 15 Pesos (1861/75) P. S196-197

Estado Soberano de Panama : 1-2-3-10 Pesos (1866/86) P. S 186-189 et 1 Peso 1880 (P. S195)

Depuis 1904 et la "Monetary Convention", le Dollar américain est le moyen de paiement légal. Le BALBOA bien que monnaie nationale à parité avec le Dollar USA n'existe que sous la forme de monnaie métallique (pièces de 1, 1.1/4, 2.1/2, 5, 10, 25, 50 Centesimos et 1-5-10 et 20 Balboas). Le Panama étant l'un des rares pays indépendants à ne pas posséder ses propres billets de banque encore actuellement.

La seule émission de papier-monnaie du Panama au XXème siècle fut celle de 1941. Cette série émise par la Banque Centrale d'Émission de la République de Panama, comprenait 4 billets de 1 - 5 - 10 et 20 Balboas. Imprimés par Hamilton Bank Note, New-York. Ces billets très colorés pour l'époque étaient imprimés dans des teintes allant du bleu au rouge, violet, orange, vert et noir. Chaque billet comportait une vignette différente :
1 Balboa : Vasco Nuñez de Balboa (Billet déjà décrit plus haut).

5 Balboas : Urraca, le cacique de Burica (Costa Rica), héros de la résistance contre les Espagnols de Ponce de Léon. (Couleurs : R/noir, bleu, orange. V/bleu).

10 Balboas : Forteresse en ruines. (Couleurs : R/noir, violet, orange, vert. V/marron).

20 Balboas : Char à boeufs. (Couleurs : R/noir, orange, rouge, violet. V/orange).

Toutes les coupures comportent les armoiries nationales au verso.

Malheureusement, les autorités américaines ne jugèrent guère approprié le fait que le gouvernement panaméen émette ses propres billets alors que le pays était très largement (économiquement et politiquement parlant) sous domination américaine de par le contrôle US du Canal de Panama.

Aussi après une courte période de circulation, toutes les coupures émises furent retirées de la circulation et détruites dans sa presque totalité ce qui explique la rareté de ces billets de série 1941. Depuis ce temps, seuls les billets de banque

américains continuent de circuler au Panama en parallèle avec les espèces métalliques puisque le taux est constant de

100 Centesimos = 1 Balboa = 1 US \$.

Avec la montée du nationalisme dans le monde et spécialement en Europe actuellement, le papier-monnaie est plus que jamais une affirmation d'indépendance d'un peuple, le souvenir d'un passé riche en histoire et d'une culture propre à chacun d'eux, pour ces raisons le Panama ne restera pas indéfiniment l'un des seuls pays au monde sans réelle monnaie nationale. Déjà, des mouvements nationalistes au Panama réclament le droit d'émettre une véritable monnaie nationale. Sur les futurs billets de banque pourraient apparaître des héros nationaux comme Nuñez de Balboa et Urraca (de nouveau), mais encore les portraits de Victoriani Lorenzo : chef indien, le Dr Carlos Finlay (1833 - 1915) qui découvrit le vaccin contre la fièvre jaune, Manuel Amador qui dessina le drapeau du Panama, Justo Arosemena : juriste et homme d'État, Belisario Porras (1856-1942) qui fut 3 fois Président de la République, Simon Bolívar en tant que Libérateur ou même Ferdinand vicomte de Lesseps (1805-1894) qui, bien que français est considéré au Panama comme un véritable héros national, étant à l'origine du projet du percement du Canal de Panama. ■

CORSE *(suite)*

Pour faire suite à l'article paru dans le n° 5 du PM Magazine, dans l'éventualité d'une surcharge sur les billets en circulation, il fut imprimé en Grande-Bretagne sous le vocable "Treasury Stamps" (timbres du Trésor) :

pour le billet de 1 000 F	8 millions et demi de timbres
pour le billet de 5 000 F	5 millions de timbres
pour le billet de 10 000 F	1 million et demi de timbres

Cette dernière valeur n'était pas émise alors. Il s'agit certainement d'une surcharge apposable sur les bons du Trésor, de la Libération, etc

Ce qui fut fait lors de l'échange de juin 1945. (Voir l'article sur cet échange dans ce numéro).

Source : Thèse de Sciences Économiques du Dr M. KOLSKY

LA MONNAIE PROVINCIALE

1914 À 1916

par Jean PIROT

Depuis longtemps les peuples civilisés ont voulu contrôler la fabrication de la monnaie et la centraliser progressivement en réduisant le nombre des ateliers. Mais très souvent, quand la paix fut troublée, la décentralisation reprit ses droits et les monnaies locales, si nombreuses à l'époque féodale, revinrent aussitôt. Pour la France, rappelons que la 1^{ère} République a eu, à côté de ses assignats officiels, une circulation intense d'innombrables bons de communes.

On aurait pu croire qu'à notre époque où le crédit, sous toutes ses formes (chèques, comptes courants, traites, etc.) simplifie la circulation monétaire, un semblable état de choses était impossible. Une fois encore la loi de la relation des effets et des causes s'est affirmée. Depuis le commencement de la Grande Guerre, l'argent s'est caché (tiroirs, dans la terre...) la circulation monétaire s'est appauvrie ; les transactions sont devenues difficiles et la création d'une monnaie fiduciaire extra-légale est devenue nécessaire. C'est ainsi qu'un nouveau numéraire, exclusivement de papier et de carton est sorti de plus de 160 localités de la France et de l'Algérie. Très souvent, il s'agit de billets émis en vertu d'une délibération de la Chambre de Commerce du chef-lieu du département. Plusieurs Chambres de Commerce quelquefois se sont réunies pour garantir l'émission (Chambres d'Ambert, de Riom, Clermont-Ferrand, Thiers

-Fig.1- pour les billets du Puy de Dôme ; Chambres de Quimper et Brest, Rennes et Saint-Malo, etc.)

Il est rare que les billets portent la mention d'une autorisation ministérielle ; on en trouve une du 30 septembre 1914 sur les billets de la Chambre de Montluçon - Gannat. -Fig.2-



Fig. 2

Les billets de la Chambre de Saint-Omer rappellent succinctement les instructions du Ministre du Commerce, datées du 14 août 1914 et ceux de la ville d'Ault, mentionnent l'approbation du Préfet en date du 13 septembre 1914. Quelquefois, la Chambre de Commerce et la ville ont garanti conjointement l'émission, Rouen, Amiens : billets émis par l'intermédiaire de la Banque Duvette, le 15 septembre 1914. Arras, Abbeville, Elbeuf et Le Havre. Très souvent, la ville a assumé seule la garantie et il est à remarquer que les billets de cette catégorie appartiennent presque tous à la région septentrionale de la France ; Sedan, Saint-Quentin, -Fig.3- Ault, Vertus, Mouy (Oise),



Fig. 1



Fig. 3

Epernay (émission du 5 septembre 1914 - contemporaine de l'occupation allemande), Bailleul, Douai, Roubaix et Tourcoing, Lens, Montreuil-sur-Mer, Nancy (2 août 1914), Remiremont, Seboncourt. Dans cette série, on doit classer les bons de la mairie de Montaigu (Vendée), localité dont on n'aurait guère pu prévoir la disette particulière de numéraire en 1915.

A Saint-Quentin, la Caisse d'Épargne prit la responsabilité de la fabrication de billets de 5 F. -Fig.4-



Fig. 4

Une banque d'émission, société anonyme, a entrepris à Lille, la fabrication de petites coupures depuis août 1914, -Fig.5-, et des pièces



Fig. 5



Fig. 6

de carton de 5 et 10 centimes, -Fig.6- (octobre 1915), tandis que la ville de Lille même ne garantissait que des coupures de 5 et 10 F.

Généralement, les billets émis dans les département depuis 1914, l'ont été pour remédier à la rareté de la petite monnaie et portent les valeurs de 25 c, 50 c, 1 F, 2 F. Une exception pour la Chambre de Constantine qui a émis des coupures de 5 c et 10 c. -Fig.7-

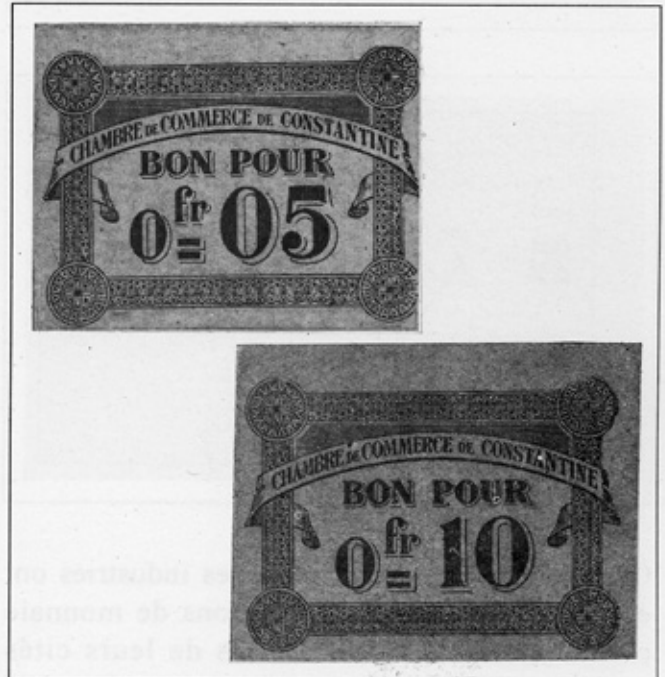


Fig. 7

Des localités assez nombreuses du Nord de la France et de l'Alsace, où le métal s'était caché encore davantage qu'ailleurs, ont été contraintes de recourir à des billet de 5 F, 10 F et au-dessus. (Nancy, Lunéville, Charleville, Saint-Quentin; Lys-lez-Lannois, Lambres, Fourmies, Bailleul, Douai, Valenciennes, Séclin, Cambrai, Lens, Thann, Bitschwiller -Fig.8-, etc.). Ajoutons



Fig. 8

également certains billets des mines d'Aniche, d'Anzin -Fig.9- et de Béthune ainsi que Longwy. -Fig.10-



Fig. 9



Fig. 10

Comme en 1870, de nombreuses industries ont été contraintes de créer des bons de monnaie pour faciliter les transactions de leurs cités ouvrières. D'autres mines s'ajoutent à celles déjà citées : Bruay, Lens, Liévin, Courrières, Vicoigne-Noeux et dans le Midi, Graissessac. Également Micheville (10 c à 2 F) et du Creusot (Schneider et Cie 0,50 ; 1 F ; 2 F).

A Bolbec, la crise de la monnaie fut particulièrement sensible, dès août 1914, plusieurs fabriques (Baudin, Forthomme, Fauquet-Lemaître, Desgenetais, -Fig.11 & 11bis-) ont répandu des billets de 0,25 F à 10 F.



Fig. 11



Fig. 11bis

D'autres établissements, Lemaître Frères à Lillebonne, Blin à Elbeuf. La société des Tissages A. Bréhard de Roanne a fait fabriquer des bons, payables 10 jours après la signature de la paix. La ville de Reims a vu circuler en guise de monnaies divisionnaires des bons de secours et de travail des Verreries et des Docks rémois (Familistères), des bons Pommery, des bons alimentaires de 0,20 F à 0,70 F et de nombreux petits cartons du change rémois. -Fig.12 & 12bis-

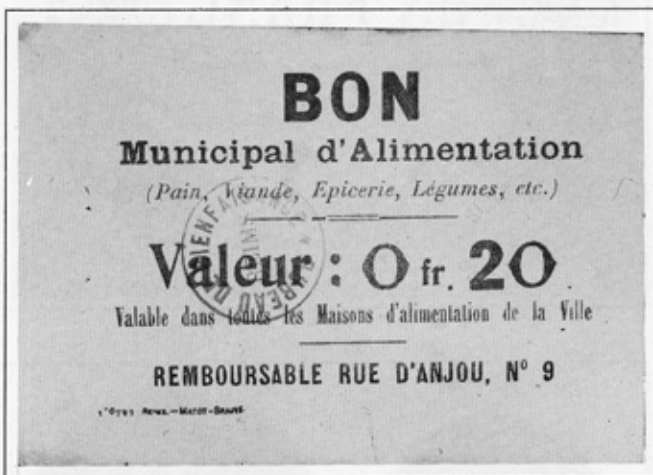


Fig. 12

A Mayenne, on émit des billets pour la ville et le service des émigrés. En Alsace, à Thann il y a eu de nombreuses coupures de 0,50 à 10 marks, émises par la ville



Fig. 12bis



et par diverses maisons de commerce.

Cette floraison de petits papiers multicolores, éclose en 19 mois et comprenant plus de 600 variétés, en comptant les différentes valeurs et les émissions successives a naturellement fait naître ou développé une branche particulière de l'imprimerie. Il va de soi que dans les circonstances les plus urgentes, les billets ont été fabriqués dans la ville même où ils étaient émis. Dans les autres cas, la fabrication n'est pas aussi souvent locale qu'on pourrait le présumer. Ainsi les billets des Chambres de Commerce de Melun et de Blois -Fig.13 & 13bis- ont été imprimés à Toulouse ; ceux de Bône, d'Oran et de Philippeville à Marseille, ceux de Sens à Limoges, ceux de Rouen à Paris.



Fig. 13



Fig. 13bis

On peut donc admettre qu'il existe seulement quatre principaux centres de fabrication Paris, Lyon, Toulouse et Limoges. Certains billets ne révèlent pas le lieu de fabrication ; c'est là une omission qui va à l'encontre d'une des lois essentielles de la monnaie. Dans le même ordre d'idées, beaucoup de villes et de Chambres de Commerce paraissent avoir négligé de recourir à tous les moyens de contrôle susceptibles de mettre obstacle à la contrefaçon. Si Clermont-Ferrand apposa un timbre gras sur ses premiers billets, si celle d'Eure-et-Loir et du Tréport ont employé un timbre sec, si les bons des villes de Lens, Sedan, Montreuil-sur-Mer, Montaigu, Mouy, Vertus, Nancy, ont été timbrés à la mairie ou à la recette municipale, par contre très nombreux sont les billets qui ne portent aucune estampille officielle. Il en existe même qui n'ont pas reçu de numéro d'ordre.

Concernant ces billets provinciaux, les imprimeurs choisissaient les écussons et quelques figures allégoriques du Travail et de l'Agriculture, par exemple la Semeuse (La Roche-sur-Yon et la Vendée -Fig.14-). Quelques-uns ont eu recours à des vues pittoresques : le Mont Saint-Michel sur le revers des billets de Granville ; le Pic du Midi de Bigorre sur ceux



Fig. 14



Fig. 16

rapproché, en guise de cariatides, des statues de Charles Martel et de Joffre, accompagnées des dates 732 et 1914. Ce rapprochement renferme l'avenir dont la Justice immanente du Monde fera bientôt un glorieux présent. -Fig.16-

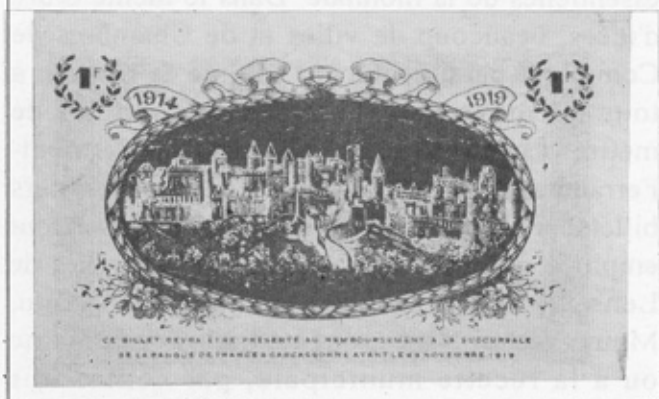


Fig. 14bis

de Tarbes et la vue de la cité couvre le revers de ceux de Carcassonne -Fig.14bis-. Dans d'autres villes on s'est souvenu de vieux témoins de l'histoire locale, ainsi les villes de Lyon et Bordeaux ont fait reproduire des jetons du XVIII^{ème} siècle. Parmi les compositions plus modernes, il y a lieu de signaler le "type parlant" des billets de 50 c et 1 F émis par Belfort qui représentent la figure même des pièces d'argent suppléées par ces billets. - Fig.15- Ailleurs, un dessinateur bien intentionné a



Fig. 15

Notre ami
Helmut SCHWEIKERT
 nous a quitté.
 Nous avons pour lui
 une amitié solide.
 Que tous
 ses proches acceptent nos très
 sincères condoléances.

RESTAURATION - "DOCTEURISATION" "ÉTHIQUE" et détection

Première partie : Ethique

Une question qui agite souvent le monde du billet de collection est de choisir pour ou contre la "docteurisation" des billets, en français courant : la bidouille. De la même manière que certains redressent des monnaies tordues, bouchent des trous de suspension, camouflent des traces de soudures, d'autres -ou les mêmes- tentent de supprimer les plis des billets, de dissimuler les trous d'épingles ou de retirer les tâches.

Trop souvent confronté professionnellement à des collectionneurs venus me montrer leurs trouvailles et repartant déçus après avoir constaté que leur "bonne affaire" avait été rafistolée de toutes les manières possibles je souhaiterais discuter du bien fondé éthique de ces "améliorations" et dans une deuxième partie donner quelques règles simples pour détecter les billets "docteurisés" des billets originaux. Il me semble nécessaire d'aider les collectionneurs à améliorer leur esprit critique face aux oeuvres des artistes de l'Eau de Javel.

Avant tout, est-ce "mal" de "docteuriser" un billet ?

Amélioration n'est pas restauration. On restaure pour le rendre présentable et améliorer sa résistance au temps un vénérable billet du XIX^{ème} ou l'état de conservation influe peu sur la valeur marchande.

(Le facteur multiplicateur entre TB et SPL est de trois à quatre : notre 500F Muz. 77d Gilbrin restauré offert dans "Billets II" à 9500 Francs, cote, dans le Fayette, 25000 en TB et vaut 75000 en superbe soit trois fois plus). Par contre on ne restaure pas un 500 F bleu et rose des années 30 : fentes, plis, trous d'épingles n'empêchent pas ce type de billet d'être présentable et ne le menacent pas de tomber en poussière. On docteurise ce type de billet pour des raisons strictement mercantiles : le facteur multiplicateur entre TB et SPL est de vingt à trente. Nous avons vendu dans notre liste N&C de septembre 1993 des 500 Francs bleu et rose en B/TB à 120 Francs. Je n'ai jamais vu ce billet en SPL d'origine, mais imagine bien un collectionneur le payer cinq mille francs soit quarante fois plus.

On passe de la restauration légitime à la bidouille condamnable dès lors que le billet n'est pas rare comme type mais simplement rare en état de conservation supérieur.

Le faux-semblant qui consiste pour certains petits marchands à prétendre que "bidouille signalée est à demi pardonnée" est d'une hypocrisie rare : rien ne leur garantit que leur acheteur va faire preuve de la

même "honnêteté" et ils mettent ainsi en circulation un objet de tromperie.

L'évolution du marché rend ces billets docteurisés très dangereux pour les néophytes qui découvrent la numismatique moderne du fait de l'obsession du Neuf qui règne actuellement.

Cette obsession repose historiquement sur deux phénomènes.

L'incompétence noire de nombreux marchands qui, ne sachant absolument pas évaluer l'intérêt ou la rareté réelle et donc le prix d'un type ou d'une signature, n'utilisent comme argument lors de leurs achats que l'état de conservation supposé défectueux des billets qui leur sont proposés. En effet, même totalement incompetent, le marchand peut toujours remarquer un pli ou un trou d'épingle. Le collectionneur de bonne foi qui vend dans ces conditions n'achètera plus que des billets neufs et, s'il ne collectionne que les billets français, se privera au XX^{ème} siècle (ne parlons même pas du XIX^{ème} !) d'une vingtaine de billets de toute beauté qui n'existent simplement pas neufs...

L'autre raison de la chasse au neuf est plus saine : les billets français modernes sont très communs comme types et existent en conservation normale -à de très rares exceptions près- par liasses. Le plaisir essentiel de la collection étant dans la recherche de l'objet manquant et dans la possession d'un objet rare, les collectionneurs recherchent l'état de conservation exceptionnel puisque le billet n'est pas rare comme type.

Quelles que soient les raisons de chaque numismate pour rechercher le neuf, le fait est que le débutant qui écouterait pieusement les conseils de ses aînés entendrait sur tous les tons de n'acheter que du neuf... et par manque d'expérience, achèterait des billets douteux ou trafiqués, et abandonnerait souvent son début de collection lorsqu'il comprendrait qu'il a été joué.

C'est pour cette raison que je crois nécessaire de ne jamais docteuriser un billet : même signalé au départ, toutes les chances sont réunies pour qu'il y ait une victime à l'arrivée et pour dégoûter de nouveaux amateurs potentiels de notre discipline.

La seule attitude saine pour un numismate professionnel est donc évidemment de ne jamais modifier l'état de conservation apparent d'un billet mais surtout de refuser systématiquement d'acheter tout billet qui ne soit pas parfaitement original.

Cette logique se développe avec une parfaite rigueur aux États-Unis. Nos amis américains ont organisé leur marché national avec sérieux et effica-

cité et ont des services spécialisés et indépendants d'évaluations des états de conservation des monnaies et billets. Un billet ou une monnaie docteurisée devient simplement invendable car aucun service d'évaluation n'acceptera de s'en occuper. Le faux-semblant souvent entendu en France "On doit évaluer un billet selon l'état d'origine même s'il a été amélioré depuis" n'a pas cours : un billet trafiqué est invendable à n'importe quel prix.

L'expérience passée confirmant que les États-Unis montrent le plus souvent la voie, acheter aujourd'hui un billet français docteurisé, même au prix de l'état d'origine, c'est perdre potentiellement la totalité de la somme versée. A contrario, les collectionneurs sérieux qui préfèrent acheter un TTB+ original plutôt qu'un SPL trafiqué en seront récompensés à la revente. Il est d'ailleurs clair que les pratiques de certains marchands -comme celui qui se vante de bidouiller 90 % des billets qu'il vend- vont diminuer les quantités de billets originaux disponibles et tirer les prix vers le haut à court terme.

Nous verrons dans un prochain article les principaux défauts "corrigés" par les "docteurs" ainsi que la marche à suivre pour repérer, autant que faire se peut, les tromperies.

Deuxième partie :

Détection

Quels sont les défauts possibles sur un billet ?

Trois grands groupes : les plis, les salissures, les trous (d'épingles ou autres).

Que font les truqueurs ? Ils aplatissent, nettoient et rebouchent.

Que faire lorsque l'on vous propose un billet ?

- a) le regarder en transparence
- b) le sortir de sa pochette pour apprécier son papier
- c) vérifier la largeur des marges (que celui qui n'a jamais acheté un billet "raccourci" me jette la première pierre !)

LE REGARDER PAR TRANSPARENCE

Deux types de plis peuvent se trouver :

- les plis "de liasse" où la fibre du papier n'est pas cassée mais simplement incurvée et qui se forment

à l'extérieur d'une liasse de billets pliés.

- les plis "cassés", comme leur nom l'indique, se forment lorsqu'un billet est plié seul ou à l'intérieur d'une liasse.

Vus par transparence, les plis "cassés" apparaîtront sous la forme d'un léger trait noir. Les plis de liasse



sont plus difficiles à détecter mais sont également moins "graves". N'hésitez pas à approcher le billet en transparence d'une source lumineuse puissante sur les zones susceptibles d'avoir été épinglées (25% gauche du billet) car certains se flattent de reboucher les trous d'épingles en travaillant à la binoculaire !

LE SORTIR DE SA POCHE

Tenez le billet par le côté et vérifiez la texture du papier en le faisant pendre à l'horizontale : un billet lavé, même encore solide, tendra à la verticale quand un billet non traité sera beaucoup plus raide. Tenez le billet par le côté et éclairez-le en lumière rasante : l'immense majorité des plis cachés apparaîtront dans la trame du papier. Vous verrez égale-

ment bien les traces de comptage éventuellement aplaties.

Vérifiez les couleurs de votre billet : elles ne doivent pas être affaiblies. Sachez aussi qu'il existe de nombreuses variétés de couleur ; par exemple les 10 000 Francs Étude de 1945 sont de teintes pastel et ceux des années 1950 sont de teintes plus vives.. Vous devez donc évaluer la couleur du billet proposé en fonction des couleurs d'origines réelles et non des couleurs théoriques. Un thème de collection qui est très développé en philatélie mais malheureusement à ma connaissance inconnu en numismatique moderne est la recherche de variété de couleurs. Une telle collection serait une référence très utile tant pour les marchands que pour les collectionneurs et l'amateur qui la créera aura bien mérité de la Numismatique.

Sur les billets de la Banque de France, un léger friselis central du papier est non seulement normal mais souhaitable : il prouve que le billet n'a pas été artificiellement aplati.

Sentez le billet (Si ! Si !) Une odeur d'eau de Javel, de chlore ou d'urée vous indiquerons le type de traitement subi.

VERIFIEZ LES MARGES

Ce conseil est crucial pour les billets XIX^{ème}, étrangers ou coloniaux que l'on voit si rarement que l'on ne les a pas "dans l'oeil".

Les marges sont parfois rognées en complément d'une bidouille de mise à plat et de nettoyage. Les marges étant souvent très légèrement fendillées ou le billet étant échancre aux points de départ des plis, les truqueurs raccourcissent les marges d'un demi, voir d'un millimètre, reconstituent le papier aux échancreures et recollent les fentes trop longues. Bien fait, le résultat est parfois superbe... tant que le billet n'a pas été regardé en transparence, sorti de sa pochette et mesuré. Il est nécessaire de vérifier particulièrement les coins : lorsque la marge a été découpée, les coins sont vifs et sentent le massicot. En cas de doute, une vérification simple : posez le billet à plat sur la paume de la main tenue horizontalement ; un billet traité pour être aplati va s'incurver rapidement lorsque le billet original ne le fera pas ou très peu.

Pour terminer, les trois règles fondamentales :

1/ REGARDEZ attentivement les billets que l'on vous propose

2/ REGARDEZ un maximum de billets en général, collections, stocks de marchands, etc. : faites-vous l'œil

3/ REGARDEZ où vous mettez les pieds : fuyez systématiquement "les bonnes affaires".

ELLES SONT EFFECTIVEMENT BONNES, MAIS PAS POUR VOUS...

*Michel PRIEUR avec le soutien
et la collaboration de Jean-Paul VANNIER*

NON ÉMIS

Les épreuves de deux billets de la Banque de la Nouvelle Calédonie se trouvent aux archives de la Banque de France :

CINQ FRANCS

Vus en impression noire et en impression bleue



Vignette 119x76mm



VINGT FRANCS

Vus en impression noire et en impression bleue



Vignette 147x87mm



Ces deux billets complètent la série qui comptait jusqu'à ce jour le billet de 100 F et le billet de 500 F, émis en bleu, (tous deux de la collection du Dr ESTIVAL).

Ils figureront dans la nouvelle édition des "Billets de la Banque de l'Indochine". Peut-être un jour trouverons-nous ces billets émis ?

La "Pochette de Gênes"

une escroquerie en 1922

par Maurice MUSZYNSKI

La "Conférence Internationale de Gênes" eut lieu du 10 avril au 19 mai 1922 à Gênes, en Italie.

Elle réunissait les représentants de 34 pays, y compris les vaincus de la Guerre de 1914-18.

Les puissances invitantes étaient : la France, l'Angleterre, l'Italie, le Japon et la Belgique.

La "République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie" (RSFSR... ce n'était pas encore l'URSS) fut invitée et participa à la Conférence, contrairement aux États-Unis qui déclinaient l'invitation.

Les objectifs de la Conférence étaient ambitieux, entre autres : maintenir la paix, reconstruire l'Europe, assainir les finances : lutter contre l'inflation et ses facilités, revenir à l'étalon-or, redéfinir les réparations de guerre imposées aux vaincus, négocier des pactes de non-agression, des accords économiques, étaler les dettes (spécialement celles de la Russie-RSFSR, avec ses "Emprunts russes") ... il y eut même un projet de loi de 8 heures maximum de travail par jour !

Mais les intérêts des participants étaient trop divergents et la plupart des accords furent repoussés à des discussions futures.

Jules GERBAUD, dans le "Larousse mensuel" de juin 1922 (n° 184) comparait la Conférence de Gênes à la Tour de Babel. Il écrivait aussi : "C'est l'événement le plus important qui ait retenu l'attention de l'Europe, depuis le 11 novembre 1918".

La Conférence s'acheva le 19 mai 1922 sur les promesses de continuer à la prochaine Conférence de La Haye.

Ce fut un échec total, mais l'événement avait suscité un grand espoir de paix internationale ... et un grand tapage médiatique.

Ceci donna des idées à diverses entreprises douteuses. En particulier : la création de la "Pochette de Gênes".

LA POCLETTE DE GENES

Une officine parisienne : la "Banque des Champs-Élysées" entreprit de vendre aux gogos un lot de 5 billets de banque étrangers : "La Pochette de Gênes".

Pour 25 francs (un peu plus qu'un Louis d'or) cette "banque" offrait ces billets des "Grands États de l'Europe" en faisant miroiter : "Cinq chances de plus-value".

Les cinq billets de cette pochette étaient :

1/ 100 marks allemands (du 1^{er} novembre 1920) (1) (Pick 69. cote 1994 : 0,25 US \$ en TTB)



2/ 1 000 marks polonais (du 23 août 1919) (2) (Pick 29. cote 1994 : 0,60 US \$ en TTB)



3/ 1 000 couronnes autrichiennes (du 2 janvier 1902) surchargé "Deutschosterreich" en 1919) (3) (Pick 59. cote 1994 0,75 US \$ en TTB)



Quant à la Russie,

4/ 500 roubles "ROMANOV" (monnaie du Tsar) 1912 (4) (Pick 14. cote 1994 : 2,5 US \$ en TTB)



5/ 100 000 roubles "des Soviets" de 1921 (anciens roubles) (5) (Pick 117. cote 1994 : 1,45 US \$ en TTB)



Il s'agissait bien d'une escroquerie de la part de la "Banque des Champs-Élysées" : 5 billets

dont 2 hors-cours et 3 émis par des pays en pleine "super-inflation".

Les 5 billets ne présentaient même pas une valeur de collection. En 1922, ils étaient très communs, ils le sont restés. Aujourd'hui leur cote Pick 1994 est, au total, de 5, 10 US \$ soit environ 30 francs !

Nous n'avons pu savoir ce qu'était devenue la "Banque des Champs-Élysées" dont cette opération digne de Topaze (6) aurait mérité une suite judiciaire.

(1) Il circulait déjà, en Allemagne, à la date de la Conférence, des billets de 10 000 marks ... Ce n'était qu'un début !

(2) La Pologne était déjà en pleine inflation. Il y circulait des billets de 5 000 et 10 000 marks, suivis rapidement de coupures de valeurs faciales jusqu'à 100 millions de marks !

(3) Ces billets n'avaient plus cours car une série de 9 valeurs, de 1 à 100 000 couronnes avait été émise en janvier 1922. Ces billets furent suivis, en septembre, de trois grosses valeurs : 500 000, 1 et 5 millions de couronnes.

(4) Très beau billet, très important, mais qui en 1922 n'avait plus cours et cela, une "Banque" ne pouvait l'ignorer. Les Soviétiques ne remboursaient aucun billet du Tsar et les Russes-blancs exilés, en avaient emporté de pleines valises. Le 500 roubles était le seul de la "Pochette" qui pouvait éventuellement intéresser les spéculateurs car il aurait pu retrouver sa valeur en cas de victoire de la contre-révolution ... bien qu'en mai 1922 même les plus farouches antibolcheviks ne se faisaient plus guère d'illusions.

5) La RSFSR était alors en pleine inflation et en 1921 un nouveau rouble valant 10 000 anciens, fut mis en circulation. Trois billets, libellés en nouveaux roubles furent émis : 1,5 et 10 millions de R. !

(6) Marcel PAGNOL publia "Topaze" en 1928.

L'ÉCHANGE DES BILLETS FRANÇAIS

du lundi 4 juin au
vendredi 15 juin 1948
(inclus)

L'apparition des nouveaux billets de 50 F Saint-Exupéry n'a pas particulièrement ému l'ensemble de la population.

L'annonce d'une nouvelle coupure de 500 F a eu un impact autrement plus important. Je pense que votre qualité de numismate a fait de vous un interlocuteur valable et "ON" vous a certainement demandé l'avenir des "Pascal"...

Il ne faut pas confondre nouvelle émission et échange de billets ;

Dans le premier cas : la monnaie doit être considérée telle une marchandise. Pour la vendre, il faut se mettre au goût du jour.

Le "Pascal" a été émis le 4 janvier 1968. Lorsqu'il sera remplacé, il aura 27 ans d'existence. Il aura frisé le record de longévité qui revient au 100 F Luc-Olivier MERSON (1908-1939). Ceci sans compter que le 500 F Pascal restera en cours encore DIX ans avant d'être démonétisé.

Dans le deuxième cas : l'échange est une opération de toute autre nature.

Pour ce qui nous intéresse ici : l'échange de juin 1945, le problème s'est posé au Comité Français de Libération Nationale (futur gouvernement provisoire de la République Française).

SITUATION MONÉTAIRE EN FRANCE A LA LIBÉRATION

La France Métropolitaine, du fait de l'occupation et des frais d'entretien de l'armée allemande, dépensa pour la période de septembre 1940 à août 1944 : 859 milliards de francs pour les frais "officiels" d'occupation sur un total de dépenses de 1 415 milliards, pour une recette de 403 milliards, soit un déficit de 1 012 milliards égal à 71.% des dépenses.

La masse monétaire double de l'été 1940 à l'été 1944. L'accroissement de la dette monétaire, due en grande partie au paiement des frais d'occupation était inquiétante.

La Banque de France ne pouvait s'acquitter de ses avances qu'en imprimant de nouveaux billets ; ce qui signifiait l'augmentation de la circulation fiduciaire sans que (et bien au contraire) la production et les échanges se développent parallèlement.

Le montant des billets en circulation, de 174 milliards le 10 juin 1940, passe à :

218 milliards	décembre 1940
267 milliards	décembre 1941
379 milliards	décembre 1942
500 milliards	décembre 1943
592 milliards	3 août 1944
632 milliards	2 octobre 1944

De l'été 1944 au 15 août 1945, l'économie française libérée, pour de nombreuses raisons reste peu active :

- poursuite de la guerre sur certaines parties du territoire,
- remise en état des voies de communication, des centres industriels, des ports,
- absence prolongée des prisonniers et déportés,
- persistance de la pénurie de matières premières.

Bien que certaines contraintes aient disparu à la libération comme les frais d'occupation, les prix et la circulation monétaire augmentent brutalement. Le marché noir joue dans certains domaines un rôle important. Les charges militaires remplacent les frais d'occupation(1) .

(1) Les dépenses d'occupation avaient pour élément essentiel les versements forfaitaires effectués chaque décade :

- de septembre 1940 au 9 mai 1941 400 millions de F
- du 10 mai 1941 au 10 novembre 1942 300 millions de F
- à partir du 11 novembre 1942 500 millions de F à la suite de l'occupation de la zone libre

Ces versements étaient virés au compte de la Reichkreditkasse (RKK) à la Banque de France.

En juillet 1944, les allemands demandèrent à Vichy de porter leur indemnité à 700 millions ; mais les allemands, par la force, se firent remettre un mois de frais, le deuxième mois fut payé à Nancy en billets de 300 F non émis et sans valeur libératoire et qui ne purent être utilisés par les allemands.

A partir de novembre 1942, une indemnité de 1 milliard par mois était due à l'Italie. Après août 1943, cette indemnité fut reversée aux Allemands.

Outre ces indemnités diverses, le Trésor devait payer les frais de cantonnement et d'entretien de certaines unités.

Les avances dues selon les accords de Clearing Franco-Allemand ont représenté 157 milliards pour 4 ans.

Pour l'ensemble de l'occupation, les avances de la Banque de France ne représentent pas moins de 50 % des versements aux occupants.

LE PROBLÈME DE L'ÉCHANGE DES BILLETS

Les mesures d'assainissement projetées par le Comité Français de Libération Nationale pour résorber l'excédent de la circulation prévoyaient :

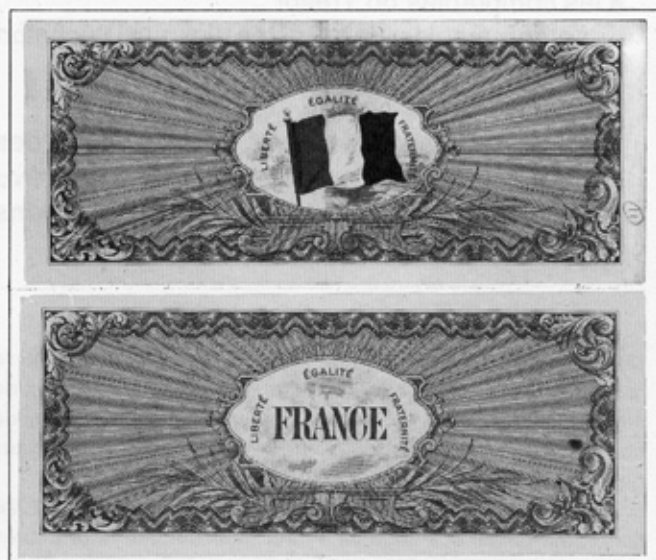
- l'échange des billets,
- la fixation de la parité - Franc / Livre Sterling
- Franc / Dollar US

1/ L'échange des billets devait se faire selon certaines idées directrices :

- si l'échange pouvait avoir lieu dans un délai extrêmement court après la Libération, il serait suffisant d'échanger les billets de la Banque de France, à l'exclusion des billets n°1 dits billets complémentaires mis en service lors du débarquement en Normandie.
- si l'échange avait lieu plus tardivement, une spéculation pourrait s'installer avec les billets n°1 ;
donc il faut prévoir l'échange des billets n°1.
- l'échange pourrait se limiter aux coupures supérieures à 100 F, mais l'échange des billets de 100 F serait très utile vu l'énorme quantité en circulation.
- les billets n°2 doivent être considérés comme provisoires puisque ce sont des billets du Trésor et d'un statut juridique imparfaitement défini.

Les billets n°2, pour gagner du temps afin que l'échange soit réalisé rapidement, ont un aspect assez semblable aux billets n°1. Seules les coupures de 100 F, 500 F, et 1000 F ont les caractéristiques suivantes :

- le mot "émis en France" est supprimé
- les couleurs sont différentes du billet n°1
- le drapeau est supprimé et remplacé par le mot "France"



2/ Les parités livre sterling/franc, dollar US/franc sont difficiles à fixer au moment du débarquement car la valeur du franc dépend de la durée des opérations militaires, de l'évolution des salaires français, américains, britanniques et de la parité entre la livre-sterling et le dollar US, donc d'un ensemble d'éléments trop incertains.

C'est pourquoi les taux de 1 livre sterling pour 200 F et 1 dollar US pour 50 F, après de laborieuses négociations avec les alliés, sont maintenus. Un taux plus élevé entraînerait une hausse des prix et une impression générale de facilité et viendrait contrecarrer le programme financier d'assainissement du Comité Français de Libération Nationale pour résorber l'excédent de la circulation et réprimer les enrichissements illicites ou immoraux.

En outre, des taux trop élevés inciteraient les troupes alliées à développer leurs achats en France alors que la population, par le blocage de ses avoirs disponibles, sera forcée à de dures privations. L'expérience des taux élevés, de 300 F et 75 F lors du débarquement et rapidement ramenés à 200 F et 50 F, et l'expérience de l'Italie, montrent que l'adoption d'un change au moment du débarquement contribue à éloigner du marché les produits existant sur place.

*(Note de P. Mendès-France
- 21 mars 1944, Alger)*

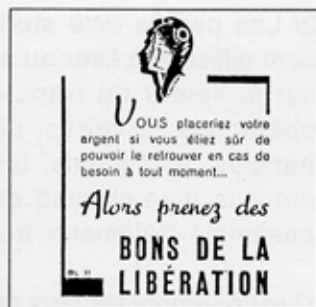
Deux courants économique et politique sont opposés :

- Pierre MENDES-FRANCE, Ministre de l'Économie, était partisan d'une opération d'échange drastique avec un contrôle de toute la monnaie et immédiatement après la libération du territoire. Sinon, selon lui, l'opération interviendrait trop tard, le recensement des fortunes serait imparfait, les possédants ayant pris leurs précautions.
- René PLEVEN, Ministre des Finances, temporisait, tout en admettant le bien-fondé d'un tel échange.

Le Général de GAULLE trancha en faveur de R. PLEVEN (ce qui entraîna la démission de P. MENDES-FRANCE). Dans un discours radiodiffusé le 2 juin 1945, R. PLEVEN expose les points essentiels de l'échange :

1) Acquérir à l'État la valeur des billets et des bons emportés par l'ennemi dont les 24 milliards en billets de 300 F livrés à Nancy et abandonnés sur place car sans valeur puisque non émis...

2) photographier la fortune en espèces et en bons de chaque Français



3) transformation des billets "oisifs" en bons du Trésor ou de la Libération.

Dès février 1945, une enquête sur la circulation et la thésaurisation des billets montra :

- une thésaurisation très importante dans les milieux ruraux (lessiveuse...) et dans les milieux industriels et commerciaux, les encaisses représentent la majeure partie du fonds de roulement de l'entreprise.
- les achats alimentaires sont faits en billets (c'est le marché noir qui alimente le marché... pour ceux qui le peuvent financièrement).

Le billet de 5 000 F était très recherché pendant la guerre ; toutes les opérations du marché noir aussi bien dans les campagnes lors des foires et des marchés que dans les transactions industrielles et commerciales se faisaient en billets de 5 000 F.

Il ressort de cette enquête que la thésaurisation se faisait surtout en milieu rural, que l'échange était envisagé avec crainte et hostilité dans les campagnes, chez les déposants en banque, les possesseurs de bons du Trésor que les ouvriers, les fonctionnaires et les classes moyennes étaient favorables à l'échange.

Il est à noter pour nous numismates que les billets émis avant 1914 portant la mention "payable au porteur et à vue", ont eu un certain engouement et qu'ils étaient rachetés avec une petite prime. (Nous rachetons aujourd'hui aussi avec une, disons, grosse prime...).

UN BON DE LA LIBÉRATION

à intérêt progressif

EMIS à 960 francs

sera remboursé à :

967 frs après 6 mois	977 frs après 12 mois	987 frs après 18 mois	1.000 frs après 2 ans	1.028 frs après 3 ans	1.054 frs après 4 ans	1.080 frs après 5 ans
----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------

1,45% 1,77% 1,875% 2,08% 2,35% 2,44% 2,50%

TITRES AU PORTEUR OU A ORDRE
coupures de 1, 5, 10, ou 50 unités

Exemption d'impôt général sur le revenu

ON SOUSCRIT PARTOUT

MODALITÉS D'APPLICATION

Pendant 12 jours, l'échange des billets de 50 F et au-dessus aura lieu en deux temps :

- le déposant ne pourra recevoir de nouvelles coupures qu'à concurrence de 6 000 F plus 3 000 s'il est marié et 3 000 supplémentaires pour chaque enfant à charge vivant sous son toit. L'échange se fera franc pour franc (2) .

- puis dans le mois qui suit, le déposant pourra retirer la totalité du reliquat de son avoir. Les bons du Trésor, de la Libération et autres valeurs à court terme du Trésor Public recevront une vignette spéciale de contrôle apposée sur les valeurs de 10 000 F et au-dessus et rendues immédiatement au propriétaire. Les bons supérieurs à 10 000 F seront échangés contre des bons d'un type nouveau.



MESURES PRISES EN VUE DE L'ÉCHANGE

La mise en place des bureaux d'échange fit l'objet de circulaires adressées en particulier aux Maires de France dès le 26 mai 1945.

Les bureaux (plus de 35 000 guichets) furent ouverts chez :

- les comptables du Trésor
- les comptables des Postes, jusqu'à l'échelon des recettes-distribution
- les caisses d'épargne
- les comptoirs permanents et périodiques des banques (rien que pour Paris, on avait prévu 10 000 personnes chargées des opérations d'échange).

(2) Données approximatives de comparaison : en avril 1945 le salaire moyen du manoeuvre dans la Région Parisienne était de 48 000 anciens francs par an (salaire brut) pour 2 400 heures de travail soit 4 000 anciens francs (brut) mensuel pour 218 heures de travail (salaire horaire brut : 20 AF).

En 1994, le SMIC est de 72115,68 F par an (brut) pour 2028 heures de travail soit 6008,64 F brut mensuel pour 169 heures de travail. (salaire horaire brut 35,65 F).





Dans chaque département, ce sera le Trésorier payeur général qui représentera le Ministre des Finances. Les départements sont divisés en secteur, un inspecteur de l'échange représentant le Trésorier payeur général suit sur place les opérations.

Le Préfet du département en accord avec le T.p.g. organise avec les forces de police et de gendarmerie et au besoin l'armée, le dispositif de sécurité pour le stockage et la distribution des nouveaux billets ; les maires doivent faire assurer la garde du ou des bureaux par voie de réquisition de personnes. Au total 120 000 personnes furent employées aux échanges. Le corps des sapeurs-pompiers de la commune est tout indiqué pour en fournir les éléments. Une brigade de réserve sera constituée pour pallier aux défaillances de dernière heure.

Le Ministre de l'Éducation Nationale mis à disposition des instituteurs dans les communes rurales en particulier. Les instituteurs non "mobilisés" se sont occupés des classes laissées sans maître.

Les secrétaires de mairies et les officiers municipaux ont été utilisés quelques heures par jour. Les maires mirent à disposition des locaux et

assurèrent au moins un aménagement sommaire. La population est mise au courant par des affiches gouvernementales apposées avec un soin tout particulier (l'avant-veille du début de l'échange, 800 000 affiches et 48 000 000 d'imprimés seront adressés) et des affiches d'intérêt local pour indiquer les adresses des bureaux.

Et pour terminer cette liste d'obligations, une de la plus haute importance : être vigilant et vérifier l'authenticité des cartes d'alimentation présentées (obligatoirement) lors de l'échange et répondre le jour même par télégramme à toutes demandes de renseignement. Les vérifications des billets échangés se sont terminées le 25 juillet 1945.

1 300 000 000 coupures sont rentrées et mises par liasse de 100. Il a été nécessaire de recruter 700 comptesses, rappeler à l'activité 100 agents de recette et prélever 60 agents de cadre dans les succursales de la Banque de France. Le simple comptage des billets a duré quatre mois et a coûté 30 000 000 de francs de salaire. La solution de compter les coupures dans les différentes valeurs faciales aurait pris un an et aurait coûté 120 millions.

Des revendications ont éclaté pendant cette

période ; une partie du personnel de la Banque de France n'a pas reçu une allocation spéciale d'alimentation :

- 4 litres de vin
- 200 grammes de matières grasses
- 700 grammes de pain...

prévue à titre de compensation.

Il ne faut pas perdre de vue que le ravitaillement était problématique, le pays était passablement désorganisé. Le travail était harassant, le tonnage des billets impressionnant : 50 milliards de francs en billets de 5000 F représentent 20 tonnes. Pour la seule ville de Paris, il y a eu 5000 sacs de billets soit environ 150 tonnes ...

L'ensemble des billets échangés atteint plus de 1000 tonnes. Les difficultés étaient en grand nombre :

des cas particuliers se présentaient journellement : le militaire ou le fonctionnaire qui rejoignait son poste en Afrique noire par bateau (à l'époque, il n'y avait que peu de lignes aériennes régulières) et qui embarquait le 3 juin par exemple, arrivait à son poste un mois plus tard. Pouvait-on le pénaliser ? Toutes les banques "coloniales" furent tenues d'envoyer d'urgence le montant de leurs billets en caisse à échanger. Travail long et minutieux et délais de transfert long.

A titre d'exemples :

la Banque de Madagascar détenait 5 millions de F
 la Banque de la Guadeloupe " 7 millions de F
 la Banque de la Martinique " 13 millions de F

A Alger, on a retrouvé 296 000 F dans les coffres du Consulat général d'Allemagne et 403 millions à la Banque de l'Algérie.

la B.A.O. 59 millions de F
 Wallis et Futuna 3 900 F (!)
 la Banque de l'Indochine 10 millions de F (en Indochine)

Et pratiquement toutes les grandes banques étrangères (y compris la Suisse...).

En France, les forces alliées avaient en dépôt 615 millions de F, ce qui faisait avec les billets en circulation : 1 029 455 200 F .

QUI DIT ÉCHANGE, DIT NOUVEAUX BILLETS

Pour ne pas paralyser la vie du pays, il fallait mettre en place auparavant les nouveaux types, en quantité suffisante pour alimenter la circulation. Ce fut chose faite fin mai 1945, à raison d'une caisse principale par département. Il ne fallait pas moins de 1600 millions de coupures.

La production de l'imprimerie de la Banque de France était de 3 400 000 billets de 5 000 F par mois et les délais entre la livraison et la répartition



était de trois semaines. La France a été divisée en deux zones :

- la région nord reçut 240 tonnes de billets
- la région sud reçut 290 tonnes

Des billets de 5 000 F avaient été commandés en Angleterre ; 20 millions de cette coupure furent imprimés, mais la production de la Banque de France rendit cette commande non nécessaire. En stock au 12 mai 1945 il y avait :

- 100 milliards en 5 000 type anglais
- 25 milliards en 5 000 type américain
- 75 milliards en 500 type américain

Parmi les nouveaux types, seuls les 5 000 F et les 300 F sont de fabrication française (y compris les 80 000 000 de coupures laissées à Nancy par les troupes nazies).

Pour les autres coupures, le stock a été composé à partir des commandes passées en Angleterre et aux États-Unis :

(En milliards de francs)

1 000 F type anglais	300
1 000 F type U.S.	250
500 F type anglais	59
500 F type U.S.	75
100 F type U.S.	80
50 F type U.S.	6,3

RÉSULTATS

L'échange de juin 1945 a coûté 237 millions. Le 8 août 1947, 400 000 F furent versés aux compagnies de C.R.S. chargés de la surveillance des centres de destruction de RIVES et VIDALIN LES ANNONAY.

Par contre, bon nombre de notes de frais de déplacements à l'Étranger présentées par la Banque de France au Trésor ne furent pas remboursées

Le montant des billets non-présentés à l'échange a produit un bénéfice net pour l'État de 50 milliards (sans tenir compte de l'échange des différents bons du Trésor, de la Libération, etc.).

Le pourcentage de profits est de 10,6 % environ, alors que l'échange des billets en Belgique, pris pour modèle, n'a été que de 8,7 %.

1 200 milliards de francs ont été inventoriés. Cependant 20 345 enquêtes sur des fraudeurs ont été ouvertes rien qu'à Paris...

16 millions de personnes se sont déplacées pour échanger leurs billets, ce qui représente 404 741 471 900 F.

La circulation est ainsi ramenée à 400 milliards au lieu de 650 milliards à la Libération. En mai 1945, la circulation qui était de 568 milliards était ainsi répartie :

- 5 000 F : 78 milliards
- 1 000 F : 306 milliards
- 500 F : 78 milliards
- 100 F : 86 milliards
- les billets complémentaires n°1 : 10 à 20 milliards
- prévisions pour l'échange des marks en Alsace-Lorraine : 8 milliards

Et puisque nous sommes dans les chiffres : le 13 juin 1945 à deux jours de la fin de l'échange, 100 000 F en nouvelles coupures furent dérobés au bureau de poste de Thiais (94).

On peut aujourd'hui s'interroger sur les résultats d'une opération d'une telle envergure, qui a touché tout le monde.

50 milliards de francs récupérés, ce n'est pas à négliger. Mais une action semblable immédiatement après la Libération et malgré certaines régions encore occupées par l'ennemi, aurait peut-être été plus bénéfique. La question est encore à ce jour posée.

La masse des billets non échangés est grande. Nous les trouvons facilement. Il serait peut-être intéressant de se pencher sur ces billets pour rechercher, si elles existent, toutes les variantes possibles.

Ces billets tellement chargés d'histoire le méritent.

- ANNEXE -

NOTE SUR L'ÉCHANGE DES BILLETS DESTINÉE A M. BRUNET (4 décembre 1944)

A/ Billet de 5 000 F

La circulation qui était de 101 milliards de francs

le 10 juillet 1944 est passée à 125 milliards au 1^{er} décembre, soit 25 millions de coupures.

La réserve de la Banque de France en coupures nouvelles (type 1942) est de 5 millions de coupures. Le rythme de fabrication est de 2 millions de coupures par mois. 20 millions de coupures commandées en Angleterre seront prêtes le 15 janvier 1945.

B/ Billet de 1 000 F

La circulation qui était de 307 milliards de francs le 10 juillet 1944 est passée à 340 milliards au 1^{er} décembre, soit 340 millions de coupures.

La Banque de France n'a pas de réserve pour cette valeur, ni de type nouveau prêt. Il faut compter 5 mois pour entreprendre une nouvelle fabrication.

C/ Billet de 500 F

Les besoins sont évalués, au 1^{er} décembre 1944, à 175 millions de coupures. Les 150 millions de coupures commandées aux États-Unis sont réalisées et pratiquement seront en France en janvier.

Quant aux 150 millions de coupures imprimées en Grande-Bretagne, elles ne seront prêtes qu'en février 1945.

D/ Billet de 100 F

La circulation qui était de l'ordre de 80,6 milliards de francs le 10 juillet 1944, est de l'ordre de 90 milliards au 1^{er} décembre 1944, soit 900 millions de coupures. Il n'y a pas eu de commande de cette catégorie en Grande-Bretagne. La commande aux États-Unis est de 800 millions de coupures.

La Banque de France avait en réserve 220 millions de coupures du Type Descartes. L'émission de ce type, en raison de l'épuisement des réserves en coupures anciennes, a commencé le 20 juillet 1944. La circulation au 1^{er} décembre serait d'une trentaine de millions de coupures.

Il peut être envisagé qu'après avoir procédé à l'échange de tous les billets de 100 F de la Banque de France contre des coupures Type billets n° 2, de remettre en circulation les billets du Type Descartes.

La fraude possible ne pouvait porter sur un nombre important de billets en raison du nombre peu élevé de billets de ce type en circulation au moment de l'échange.

Sources : Archives du Ministère des Finances
Archives de la Banque de France
Thèse de Sciences Économiques "Les émissions de la France Libre, de la France combattante, de la France libérée".
par Dr. M. KOLSKY

Maurice KOLSKY

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

BANK NOTE REPORTER. Volume 22, n°3. mars 1994.

États-Unis : le Sénat américain a nommé Mary Ellen Withrow comme nouveau trésorier du pays. Sa signature apparaîtra sur les billets d'ici deux mois environ.

Irak : un grand article de 6 pages illustre les trois rois de ce pays vus sur le papier monnaie.

B.N.R. Volume 22, n°4. avril 1994.

International : Présentation de la septième édition du Pick avec toutes ses nouveautés.

Grande-Bretagne : pour marquer le troisième centenaire de la Bank of England, Lance Campbell décrit ici les premières émissions de cette banque.

Yougoslavie : vu l'abondance des émissions inflationnistes dans ce pays, une mise à jour des dernières émissions s'imposait avec les numéros Pick jusqu'au 5 millions de dinars de 1993 (une page entière avec photos).

B.N.R. Volume 22, n° 5. mai 1994.

États-Unis : une nouvelle combinaison de signatures vient d'apparaître sur les dollars de la série 1993 : Bentsen-Withrow.

Dans ce même numéro, on trouve un tableau récapitulatif toute la production du B.E.P..... pour le mois de mars avec tous les détails sur les numéros de série ! Quand la Banque de France nous communiquera-t-elle ses chiffres ?

Yougoslavie : suite de la mise à jour des nouvelles émissions jusqu'au 1^{er} janvier 1994 avec les nouveaux dinars.

B.N.R. Volume 22, n° 6. juin 1994.

Hong-Kong : en préparation du changement de statut prévu pour le 1^{er} juillet 1997, la Bank of China a émis des billets de 20, 50, 100, 500, et 1 000 dollars HK qui ont cours dans la colonie.

Rwanda : suivant l'actualité, Lance CAMPBELL nous raconte l'histoire des premiers billets de ce pays.

Yougoslavie : remise à jour de ce pays avec les nouvelles émissions jusqu'au 1^{er} janvier 1994 avec les nouveaux dinars.

B.N.R. Volume 22, n° 7. juillet 1994.

Indochine française : présentation d'un billet jusque là inconnu. Il s'agit d'un billet de 20 F pour la Nouvelle Calédonie type 1902 avec trois dates de décrets 1875, 1888 et 1902.

Généralités : publication d'un article de Michel PRIEUR publié précédemment dans Numismatique et Change. Les articles d'auteurs français sont suffisamment rares pour qu'on le signale quand ils se présentent.

B.N.R. Volume 22, n° 8. août 1994.

États-Unis : il n'y aura pas de modifications fondamentales sur les dollars avant 1996 mais seulement des ajouts pour lutter contre les contrefaçons, telle est la conclusion d'une récente réunion du comité bancaire américain.

Brésil : le réal a remplacé le cruzeiro real à raison de 1 000 pour 1.

B.N.R. Volume 22, n°9. septembre 1994.

États-Unis : nouveau tableau sur la fabrication des billets par le B.E.P. avec quantités et numéros de série. Curieuse découverte sur le marché américain : les premiers dollars surchargés SPÉCIMEN viennent d'apparaître dans le public ! L'article en reproduit quelques uns dont un très rare billet de 100 000 dollars. Indonésie ou comment collectionner de beaux billets sans dépenser des fortunes, tel est le sujet de cet article.

B.N.R. Volume 22, n° 10. octobre 1994.

États-Unis : Catalina VILLAPANDO, ancien trésorier des États-Unis, a été condamnée à quatre mois de prisons, quatre mois assignée à résidence et trois ans de sursis pour avoir dissimulé des revenus et fait disparaître des pièces devant la Justice.

Ndlr : il n'y a pas qu'en Europe qu'il y a des affaires. Dans ce même numéro, description très intéressante du million de dollars exposé dans un hôtel de Las Vegas. Il s'agit de 100 Federal Reserve Notes de 10 000 US \$ série 1934 parfaitement légaux.

Comme d'habitude, les personnes intéressées par ces articles peuvent en demander les photocopies en joignant une enveloppe de grand format suffisamment affranchie à :

*Monsieur Michel DASPRE,
10 rue de Paris, 91090 Lisses*



500 Roubles "ROMANOV" 1912 (voir page 14)